



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 13/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN (ex GOODMAN)

93 avenue de Paris
CS15105
91300 Massy

Références : 2026_0142
Code AIOT : 0006209794

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN (ex GOODMAN) implanté Zone d'activité - Actipole de mondon 54300 Moncel-lès-Lunéville. L'inspection a été annoncée le 15/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une mise en demeure prise à l'encontre de la société lors d'une précédente visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN (ex GOODMAN)
- Zone d'activité - Actipole de mondon 54300 Moncel-lès-Lunéville

- Code AIOT : 0006209794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN exploite un entrepôt de matières combustibles sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNEVILLE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|--|--------------------------|
| 1 | Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. | Sans objet |
| 2 | Etat des stocks simplifié | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. | Sans objet |
| 3 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23 | Sans objet |
| 4 | Réserves incendie | AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux réalisations et fournitures de documents permettant de justifier de la conformité de son site au vue des dispositions contrôlées. Cette situation permet donc de proposer la levée de la mise en demeure prise à son encontre le 10 septembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de |

| |
|---|
| secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. |
| Constats : Le site dispose d'un état des stocks informatisé, reporté sur un plan des cellules clairement identifiées. Ce plan est transmis une fois par jour au poste de garde. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Etat des stocks simplifié

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages |
| Prescription contrôlée : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. |
| Constats : Le site dispose d'un état des stocks permettant une information des populations. Ce document comporte une dénomination vulgarisée des produits présents, ainsi que leurs mentions de dangers compréhensible par l'ensemble de la population. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Plan de défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie |
| Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, |

| |
|--|
| <p>y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> |
|--|

Constats :

L'exploitant dispose d'un PDI mis à jour fin 2024.

Un exercice incendie a été réalisé le 28/11/2025. Le compte-rendu de ce dernier a été remis à l'inspection le jour de la visite, il conclut sur la nécessité de déplacer et d'agrandir l'aire de rassemblement. Son positionnement actuel étant trop rapproché de l'entrée du site pourrait gêner l'accès des services de secours.

L'exploitant a déjà programmé les travaux qui seront réalisés courant 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réserves incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN, dont le siège social est sis 93 avenue de Paris, CS15105, 91300 MASS, est mise en demeure pour la poursuite d'exploitation de son entrepôt implanté sur le territoire de la commune de Moncel-lès-Lunéville de satisfaire :

- à certaines dispositions de l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral 2014/0366 du 9 novembre 2015.

| |
|--|
| <p>Pour ce faire, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées la convention avec la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat précisant que la collectivité met à la disposition exclusive de l'exploitant deux réserves incendie d'un volume minimale de 300 m³ chacune, accompagnée d'un plan localisant précisément ces réserves, dans le délai maximal de 2mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection la convention avec la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat attestant de la mise à disposition de deux réserves incendie de 300 m3 chacune (une réserve souple et un bassin) implantées sur la zone de l'Actipôle du Mondon.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |